

Bruxelles, le 15 juillet 2026

Aux membres du gouvernement fédéral,
Aux présidents de parti.

Plan Horeca : le contrat est rompu

Depuis le 1er juillet 2026, le SCE 2.0 (le Système de Caisse Enregistreuse : la caisse blanche et sa fameuse boîte noire) s'impose à tout l'Horeca. Restaurants, hôtels, cafés, bars, boîtes de nuit, snacks, sandwicheries, friteries : plus aucune entreprise de la Commission paritaire 302 (CP302) n'y échappera.

Et sur le principe, nous l'accueillons favorablement. Nous n'avons jamais fui la transparence. En 2016, quand l'État nous a imposé le SCE 1.0, nous avons dit oui. Oui à la traçabilité, oui au contrôle sur des chiffres réels, oui à l'effort. Mais cet effort avait une contrepartie. Un contrat clair.

Ce contrat, c'était la TVA sur nos repas ramenée de 21 à 12 %. C'était les flexi-jobs, créés pour l'Horeca et réservés à l'Horeca. C'était la réduction ONSS « groupe-cible » sur nos travailleurs fixes. Transparence contre accompagnement. Donnant-donnant. Nous avons tenu notre part.

Aujourd'hui, le SCE 2.0 généralise l'effort à tout le secteur. Un « level playing field » entre nous, soit. Nous le voulions. Mais cette fois, l'effort ne s'accompagne de rien. Rien.

Pire : il efface les mesures obtenues hier en échange de notre transparence.

Et pendant ce temps, la grande distribution et tous les autres commerces de détail, eux, ne sont concernés par aucune caisse blanche. Et je ne parle même pas des professions libérales. C'est évident : le « black », en Belgique, n'existe que dans nos établissements. On traque un secteur en fermant les yeux sur tous les autres. Un « level playing field » dans l'Horeca ? Oui. Des conditions de concurrence équitables pour TOUTES les entreprises, tous secteurs confondus ? Toujours pas.

Voici donc ce que notre gouvernement fédéral réserve à l'Horeca :

- **La caisse blanche pour tous, à nos frais.** Environ 1 000 € par établissement pour s'équiper sans aucune autre mesure compensatoire. Avec le secteur du car-wash, nous sommes les seuls visés.
- **La fin de la réduction ONSS « groupe-cible ».** Supprimée depuis ce 1er juillet, alors que le ministre Vandenbroucke s'était finalement engagé à la maintenir. Ce sont 500 à 800 € par trimestre, pour les 5 premiers temps plein déclarés via la caisse blanche, soit 10 000 à 16 000 € par an qui s'évaporent. La récompense de la vertu : rien.
- **Aucune réforme de la TVA.** Le repas servi en salle reste à 12 %, contre 6 % pour le take-away, le traiteur du coin et la grande distribution. La boisson non alcoolisée, la bouteille d'eau servie à table ? 21 %. Contre 6 % à emporter. Absurde chameau qui ne pue pas, hélas.

- **L'hôtellerie et l'hébergement touristique doublement punis.** Leur taux de TVA passe de 6 à 12 %. On ne les a pas oubliés : on les a frappés. Arbitrairement.
- **Les flexi-jobs bradés.** Notre mesure phare, née pour accompagner la caisse blanche, est désormais ouverte à tous les secteurs, sans le moindre contrôle fiscal et social renforcé en contrepartie. On dilue notre levier contre la pénurie de personnel, on garde notre contrainte.
- **La défiscalisation des pourboires ? Toujours fantôme.** Soutenue par tous les partis à l'aube des élections de 2024, cette mesure vivote depuis lors sur la table de la commission de la Chambre. Le problème du texte n'est pourtant que sémantique puisque l'on y confond « pourboires » et rémunération « au tronc ». Ça paraît technique et compliqué, ça ne l'est absolument pas. Il s'agit ici de fainéantise intellectuelle.

Que l'Horeca doive subir un toilettage et qu'on y implémente un système de contrôle fiscal et social plus efficace encore ? Oui. Mais en abrogeant toutes les mesures de soutien et en ne réformant pas notre fiscalité, vous allez trop loin. Ce ne sont pas seulement les entreprises frauduleuses qui s'éteindront, mais tout un pan honnête et transparent du secteur.

Et ce n'est que l'étage fédéral.

En Région bruxelloise, la réforme de l'aide à l'emploi « Activa » fait fondre le budget de 30 à moins de 10 millions, soit des milliers d'euros perdus chaque année par des entreprises Horeca qui en sont, précisément, les premières bénéficiaires. Le stationnement pratiqué par parking.brussels étouffe et fait fuir nos clients résidant dans l'hinterland bruxellois. Les communes, elles, rivalisent de rage taxatoire et parfois de créativité fiscale : la hausse du précompte immobilier pris en charge par nos établissements et en particulier nos hôtels, en raison des larges surfaces occupées, s'apparente à du racket, les taxes sur les terrasses, les enseignes, les places de parking mises à disposition et jusqu'aux bornes de commande ! Y compris dans des établissements qui n'ont rien d'une multinationale du fast-food.

Nous sommes des cochons de payeurs. L'addition, c'est in fine nous qui la soldons.

Empilez là-dessus la norme qui n'en finit plus : réglementation sur le son amplifié et les normes de bruit, horaires de fermeture, interdiction de fumer en terrasse et des fumoirs en boîte de nuit, projet de loi sur l'obligation de ventilation dans les espaces accueillant du public, « zéro alcool » au volant... Des mesures qui se parent de vertu, mais qui s'accumulent sans concertation, ou sous couvert d'une concertation de façade. Impossible, dans ces conditions, de bâtir sereinement l'avenir.

À un moment donné, STOP, ça suffit ! Alstublieft !!!

Le gouvernement prévoit une baisse de charges patronales de l'ordre d'un milliard d'euros à l'horizon 2030 ? Bel effort budgétaire que nous saluons. Nous n'en vivrons toutefois pas tant les effets, tellement les TPE/PME qui structurent l'Horeca seront diluées dans la masse des entreprises du pays. Si nous représentons aujourd'hui 5 % de l'emploi net en Belgique, ce milliard de diminution de charges patronales ne remplacera jamais les mécanismes d'aides que l'on nous retire aujourd'hui. Nous pourrions espérer par travailleur une baisse de l'ordre de 300 à 400 €/an à partir de 2030. Insuffisant pour garder la tête hors de l'eau. Très largement insuffisant pour compenser ce que l'on nous retire aujourd'hui.

Si des mesures de soutien avaient été prises à l'époque, ce n'était pas pour faire des « cadeaux » à un secteur dont le lobby aurait été plus performant qu'un autre. Non. C'était parce que c'était juste et nécessaire, parce que les élus d'alors avaient objectivé notre situation et avaient souhaité apporter des solutions au lendemain de la crise financière de 2008 et de la dette souveraine de 2010. Depuis 2020, nous avons vécu bien pire et au travers de crises qui s'enchaînent sans cesse.

Certes, les réformes actuelles du marché de l'emploi sont un signal positif pour le monde entrepreneurial. Elles n'en constituent pas pour autant le choc fiscal dont l'Horeca a besoin, leurs effets s'estompant déjà par la suppression et la dilution des aides autrefois accordées dans le contrat de confiance entre l'État et l'Horeca.

Le secteur Horeca est devenu le paillason de tous nos élus, à tous les échelons. Ils se régalaient à nos tables, nous tapotent l'épaule d'un « ça va pour toi, hein, ta salle est bien remplie » sans jamais entendre et intégrer qu'une salle comble un vendredi soir ne suffit plus à amortir nos coûts, ou jouent, à l'inverse, la grande empathie, avant de renvoyer la responsabilité au partenaire de coalition ou à l'autre niveau de pouvoir. On nous brandit comme les perles du vivre-ensemble et de la cohésion sociale, qu'on enfle discrètement. On nous embroche comme une grosse dinde de Noël : utile le temps du repas, oubliée sitôt la table débarrassée.

Et quels leviers nous reste-t-il ?

Faire grève ? Nous n'en avons pas les moyens. Manifester, bloquer la circulation ? Cela n'ennuie que le passant et l'acteur économique qui se rend au boulot. Nous lamenter dans la presse et sur les plateaux ? On y use notre plume, on y assèche notre salive, rien de plus. Le temps d'un sujet, avant qu'on ne passe sur le suivant.

Alors on se surprend à y penser. Faut-il fermer nos portes à nos élus ? Faut-il en arriver à instaurer des « black fridays », mais valables tous les jours, et retrouver des établissements débranchés du câble de la caisse blanche et se tenant loin de la tour de contrôle ? Ce ne sont pas encore, aujourd'hui, des mots d'ordre. Ce sont les questions que le désespoir met dans la bouche d'un secteur qu'on n'écoute plus autrement.

Parce que quand tu as faim, tu tentes de t'alimenter par tous les moyens.

Nous n'avons cessé de vous alerter. Sur notre souffrance économique. Sur nos marges ridiculement petites de 3 à 5 % quand nous parvenons encore à les réaliser. Sur le risque de voir disparaître nos restaurants, nos bistrotts, nos cafés, nos hôtels que l'on tente de maintenir encore accessibles à toute la population, en fonction des moyens de chacun. Ce maintien perpétuel « juste hors de l'eau » finit par bien trop éroder notre volonté d'entreprendre, notre optimisme, notre courage et notre résilience. Cette survie entame notre sourire, notre moral. Elle finit par nous rendre physiquement malades.

Nous n'avons cessé de vous mettre en garde. Pour que chaque citoyen puisse encore se retrouver ailleurs qu'enfermé chez lui devant l'un de ses multiples écrans, pour qu'il puisse continuer à échanger avec ses pairs, pour maintenir des lieux originaux luttant contre l'aseptisation grandissante du marché Horeca, au seul profit de chaînes émergentes, dont la précarité de l'emploi qui y est exercé et l'uniformité de l'offre rarement artisanale ne rendent finalement service à personne.

Le secteur Horeca vit un paradoxe cruel : il nourrit et abreuve tout le monde, quand lui-même crève de faim et a soif de s'en sortir. Résilient, encore. Mais à bout.

Vraiment à bout...

Pour toutes ces raisons, être au cœur du débat budgétaire n'est plus un souhait.

| C'est une impérative nécessité.

Alors j'adresse un message simple au gouvernement fédéral et aux présidents de parti : il est désormais urgent de tenir compte de l'Horeca, de ses 55 000 entreprises, de leurs 160 000 salariés et des 12 milliards de contributions globales annuelles que nous générons pour la collectivité.

Matthieu LÉONARD

Président, Horeca Brussels